

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 6 avril au 10 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : Révisions de croissance en Afrique de l'Est et océan Indien
- ❖ **Éthiopie** : Discussions sur mécanisme de paiement en yuan avec la Chine
- ❖ **Somalie** : Premier forage d'exploration en offshore

LE CHIFFRE A RETENIR

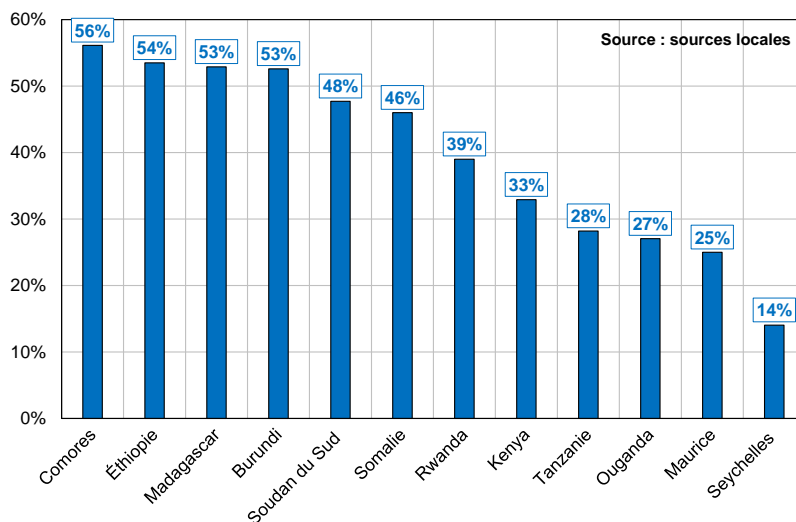
172%

ÉTHIOPIE : DEPASSEMENT DU BUDGET DES SUBVENTIONS AUX CARBURANTS (272 MD ETB, SOIT 1,4 MD EUR, CONTRE 100 MD PREVUS).

Le graphique de la semaine

AEOI : poids de l'alimentation dans la consommation des ménages

- Part des produits alimentaires et des boissons non-alcoolisées dans l'IPC -



L'Indice des prix à la consommation (IPC) mesure l'évolution du niveau moyen des prix des biens et services consommés par les ménages d'un pays et sert à estimer l'inflation. Il se base sur un panier de biens et services représentatifs, pondérés par leur poids dans la consommation.

La part de l'alimentation dans les dépenses de consommation des ménages demeure très élevée dans les économies de la région : elle dépasse 50 % aux Comores, en Éthiopie, à Madagascar et au Burundi, et est également très élevée au Soudan du Sud et en Somalie. Cette part – bien que plus faible – est également significative dans les économies plus diversifiées ou à revenu intermédiaire, comme le Rwanda, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Cette forte part de l'alimentation dans l'IPC accroît la vulnérabilité de ces économies aux effets de la guerre au Moyen-Orient, via la hausse des coûts des engrais, de l'énergie et des produits alimentaires importés (notamment huiles de palme, blé, riz), ainsi que les perturbations des routes maritimes. Elle accroît ainsi le risque d'insécurité alimentaire et de tensions sociales, en particulier dans les pays les plus vulnérables où les marges budgétaires et les filets de protection sont limités. Selon l'OCDE, la part de l'alimentation dans l'IPC se situe généralement entre 40 % et 60 % dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

REGIONAL

Impact de la crise du Golfe : plan de 10 Md USD d'Afreximbank

Le 7 avril 2026, le conseil d'administration d'[Afreximbank](#) a approuvé un Programme de réponse à la crise du Golfe (GCRP) de 10 Md USD, destiné à protéger les économies africaines et caribéennes, les institutions financières et les entreprises des effets de la crise dans le Golfe. Sans mentionner de pays africains spécifiques, le programme cible les États fortement dépendants des importations de carburant, de gaz, engrais et denrées alimentaires, ainsi que ceux exposés aux corridors maritimes du Golfe, au tourisme et aux flux de transferts de fonds. Le GCRP fournit un soutien de liquidité et en devises à court terme, un financement pré-export et en fonds de roulement, ainsi qu'un soutien aux secteurs du tourisme et de l'aviation. Il vise également à renforcer la résilience en augmentant les capacités productives dans l'énergie et les minéraux, et en accélérant la réalisation de projets critiques d'énergie, de ports et d'infrastructures logistiques affectés par la crise.

La Banque mondiale révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2026 pour la majorité des pays de la région

Dans son [Africa Economic Update](#) d'avril 2026, la Banque mondiale a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2026 pour l'Afrique subdarienne de -0,3 pt, à +4,1 %, notamment en raison du conflit au Moyen-Orient. Dans la région, la Banque mondiale révisé à la baisse ses prévisions pour le Soudan du Sud (+20,3 %, soit -28,5 pt), les Seychelles (+1,1 %, soit -2,1 pt), Maurice (+2,5 %, soit -0,9 pt), le Burundi (+4,1 %, soit -0,8 pt), le Kenya (+4,4 %, soit -0,5 pt), le Rwanda (+7,2 %, soit -0,3 pt), Madagascar (+3,8 %, soit -0,2 pt) et la Tanzanie (+6,1 %, soit -0,1 pt). À l'inverse, des révisions à la hausse ont été observées pour l'Éthiopie (+8,0 %, soit +0,9 pt), l'Ouganda (+6,8 %, soit +0,4 pt), et le Soudan (+5,5 %, soit +0,4 pt). La prévision pour l'Érythrée est stable (+3,5 %).

BURUNDI

Le Sénat adopte la réforme des retraites

Le 3 avril 2026, le Sénat burundais a adopté un projet de loi réformant le système de sécurité sociale afin

de renforcer la protection des travailleurs, notamment après leur départ à la retraite. Le texte, modifiant la loi n°1/09 du 14 mars 2022, prévoit en particulier une revalorisation des pensions pour les approcher du dernier salaire perçu.

COMORES

Autorisation d'exploration de blocs pétroliers

Le conseil des ministres, qui s'est tenu le 1er avril, a approuvé la demande du ministre de l'Énergie, Aboubacar Saïd Anli, visant à autoriser l'exploration de blocs pétroliers. Des discussions sont prévues avec la société Colossal Energy Fields Corporation, filiale d'un groupe canadien, pour conduire les études d'exploration. Plusieurs points de vigilance ont été identifiés, notamment en matière juridique et de souveraineté des données, afin de prévenir d'éventuels litiges avec les pays voisins.

DJIBOUTI

Inauguration du chantier de réparation navale

Djibouti a inauguré, le 2 avril 2026, son premier chantier de réparation navale (*Djibouti Ship Repair Yard*), développé en partenariat avec la société hollandaise Damen Shipyards et financé par Invest International à hauteur de 116 M USD. Située au port de Damerjog, la structure comprend une cale sèche flottante de 217 mètres de long sur 43 mètres de large, d'une capacité de levage de 20 100 tonnes, ce qui en fait la plus grande installation de ce type en mer Rouge et en Afrique de l'Est. Les autorités estiment que le chantier créera environ 350 emplois directs et 1 400 postes indirects. Positionné à l'entrée du détroit de Bab el-Mandeb, le chantier permettra à Djibouti de capter localement des opérations de maintenance navale jusqu'ici réalisées à l'étranger.

ÉTHIOPIE

Exploration d'un mécanisme de paiement en yuan avec la Chine

Le 2 avril 2026, les gouverneurs de la Banque nationale d'Éthiopie (NBE), Eyob Tekalign, et de la Banque populaire de Chine, Pan Gongsheng, ont discuté du renforcement de la coopération financière bilatérale, notamment à travers la mise en place d'un système de

règlement des échanges commerciaux en yuan, afin de réduire la dépendance de l'Éthiopie au dollar américain dans ses transactions avec son principal partenaire commercial. Dans cette perspective, la NBE identifie les recettes en devises générées par Ethiopian Airlines ainsi que par d'autres secteurs exportateurs comme des leviers pour accroître ses réserves en yuan. Les discussions ont également porté sur la mise en place d'instruments financiers dédiés, tels que des lignes de swap de devises et des facilités de financement du commerce. Par ailleurs, les deux parties ont évoqué l'intégration de leurs infrastructures de paiement, avec la participation d'institutions financières éthiopiennes au système chinois CIPS et l'expansion des services de China UnionPay en Éthiopie, afin de fluidifier les paiements transfrontaliers.

Le budget dédié aux subventions de carburant largement dépassé suite au déclenchement du conflit au Moyen-Orient

Le ministre du Commerce et de l'Intégration Régionale a indiqué que le poids des subventions aux carburants a atteint 272 Md ETB (1,4 Md EUR) pour l'année fiscale 2025/2026, soit un dépassement de 172 % par rapport aux 100 Md ETB prévus pour FY 2025/2026 (0,6 % du budget annuel). L'Éthiopie s'approvisionne habituellement auprès du Koweït pour 60 % de son diesel et la totalité de son carburant aérien, dans le cadre d'un contrat annuel incluant une facilité de crédit à 360 jours et un plafond de prime fixé à 9,25 USD par baril. Toutefois, le conflit au Moyen-Orient a empêché l'acheminement de 180 000 tonnes de carburant, contraignant le pays à recourir à des appels d'offres à des conditions nettement plus coûteuses, avec des primes atteignant 86,3 USD/baril pour le jet fuel et 92,9 USD/baril pour le diesel. Afin d'en atténuer l'impact sur les prix domestiques – qui ont tout de même subi deux hausses consécutives le 10 mars et le 1^{er} avril – le gouvernement a accru les subventions. Cette charge budgétaire supplémentaire fait peser un risque sur l'assainissement des finances publiques, trajectoire initiée depuis mi-2024, dont les avancées pourraient être fragilisées par ce choc exogène.

Déficit céréalier : recours accru aux importations de blé

Selon un rapport du département agricole des États-Unis, l'Éthiopie serait contrainte de continuer à importer du blé pour l'année de commercialisation (*Marketing Year*, MY) 2026/2027 s'étendant d'octobre

2026 à septembre 2027. La production de blé s'élèverait à 7 Mt sur la période, soit une augmentation de +8 % par rapport à 2025/2026 portée par l'extension de l'irrigation, la diffusion accrue de semences améliorées ainsi que la poursuite de la mécanisation et du développement de l'agriculture en grappes. Cependant, la demande annuelle, actuellement estimée à 8,2 Mt et en forte croissance, rend nécessaire le recours aux importations pour combler le déficit d'1,4 Mt en MY 2026/2027 à des fins commerciales. Le blé importé – généralement moins cher que le blé produit localement (45 USD de différence par tonnes en janvier 2026) – devrait contribuer à réduire les prix sur le marché local.

KENYA

Forte contraction de l'indice PMI en mars

L'indice des directeurs d'achat (PMI – Purchasing Managers Index), publié par Stanbic Bank, est un indicateur avancé de l'activité économique. Allant de 0 à 100, l'indice indique une expansion de l'activité lorsqu'il se situe au-dessus de 50 et une récession lorsqu'il se situe en deçà. En mars, le PMI du Kenya est retombé en zone de contraction, à 47,7 (contre 50,4 en février), marquant la première détérioration des conditions opérationnelles depuis août 2025 et le quatrième recul mensuel consécutif. Cette baisse est tirée par la demande, avec des dépenses de consommation limitées et des budgets des ménages plus contraints. Des chocs externes, dont la guerre au Moyen-Orient, ont entraîné une prudence dans les dépenses, des perturbations logistiques et une hausse des coûts du transport. Les commandes et la production ont chuté pour la première fois en sept mois, tandis que les coûts d'achat ont fortement augmenté. Les entreprises ont réduit leurs stocks et l'emploi a progressé faiblement, mais la confiance des entreprises est restée robuste.

La Banque centrale marque une pause dans le cycle d'assouplissement monétaire engagé en 2024

Le Comité de politique monétaire a maintenu, le 8 avril, le taux directeur de la Banque centrale du Kenya à 8,75%, l'estimant approprié pour ancrer les anticipations d'inflation et préserver la stabilité du taux de change. L'inflation est restée contenue à +4,4 % en mars (contre +4,3 % en février), dans la fourchette cible de +5,0 % ± 2,5 pts. La banque centrale a révisé à la baisse ses prévisions de croissance en 2026 (à +5,3 %,

contre +5,5 % précédemment), reflétant les risques émergents liés au conflit au Moyen-Orient. Les perspectives demeurent orientées à la baisse, en raison de tensions géopolitiques prolongées et d'incertitudes accrues sur le commerce mondial. Le secteur bancaire reste résilient, soutenu par une liquidité et des ratios de capital solides. Le ratio de prêts non performants a toutefois légèrement augmenté (+15,6 % en mars, +15,4 % en décembre 2025 ; +17,6 % en août 2025), tandis que la croissance du crédit au secteur privé a augmenté à +8,1 % (+7,4 % en février ; -2,9 % en janvier 2025).

MADAGASCAR

Les prix des carburants reconduits dans un contexte de tensions au Moyen-Orient

L'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH) a annoncé le maintien des prix à la pompe à compter du 5 avril 2026, au même niveau que ceux fixés le 5 mars. Le supercarburant (SP95), le pétrole lampant et le gasoil restent respectivement à 4 900 Ar/L, 3 510 Ar/L et 4 660 Ar/L. Cette décision intervient dans le contexte de tensions au Moyen-Orient. Elle traduit également une suspension de fait du mécanisme d'ajustement automatique mensuel des prix, fixé dans le cadre du programme de Facilité élargie de crédit du FMI. Cette décorrélation entre les prix fixés par l'OMH et les cours internationaux pourrait peser sur les résultats des opérateurs pétroliers et nécessiter un soutien de l'État.

Conclusion d'une mission du FMI dans le cadre des 3^e et 4^e revues des programmes

Une mission du FMI s'est tenue du 26 mars au 8 avril à Tananarive dans le cadre des 3^e et 4^e revues du programme économique de Madagascar au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Un futur accord avec les autorités pourrait ouvrir la voie à un décaissement de 134,4 M DTS (183 M USD), sous réserve de validation par le Conseil d'administration du FMI. Dans un contexte de chocs exogènes (cyclone Gezani, conflit au Moyen-Orient), le FMI souligne la nécessité de renforcer l'ajustement budgétaire, en particulier via une mobilisation accrue des recettes domestiques. Les autorités préparent à cet égard une loi de finances rectificative (LFR) pour 2026, dont l'adoption par le Parlement est prévue lors de la prochaine session ordinaire entre début mai et fin juin, qui devrait

traduire ces engagements. Le FMI insiste également sur la mise en place de mesures de contingence afin de préserver la crédibilité budgétaire. Le FMI met l'accent sur le rétablissement du mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe, dont la suspension à partir du 5 avril constitue un risque budgétaire significatif. La mise en œuvre effective des réformes, notamment sur les carburants, constituera un enjeu important pour la poursuite du programme.

MAURICE

Légère baisse du commerce extérieur en 2025

En 2025, les échanges extérieurs affichent un léger recul. Les exportations totales atteignent 107,7 Md MUR (environ 1,98 Md EUR), en baisse de -2,1 % par rapport à 2024. Cette baisse s'explique notamment par le recul des ventes de produits alimentaires et d'animaux vivants (-7,4 %) et de produits manufacturés (-8,5 %). Les trois premiers postes à l'exportations sont respectivement le poisson et les préparations à base de poissons (12 Md MUR, 220 M EUR), les produits textiles (11,2 Md MUR, 207 M EUR), ainsi que la canne à sucre (8,8 Md MUR, 161 M EUR), reculent de -6,8 %. Les importations augmentent de +0,4 % pour s'établir à 319 Md MUR (soit 5,9 Md EUR), sous l'effet notamment de la hausse des achats de denrées alimentaires et d'animaux vivants (+6,2 %). Le déficit commercial s'élargit ainsi de +1,7 % pour atteindre 211,3 Md MUR (3,9 Md EUR). Sur le plan géographique, les trois premiers pays de destination des exportations mauriciennes sont l'Afrique du Sud (12,6 %), les États-Unis (10,5 %) et le Royaume-Uni (9,7 %). Les trois premiers pays d'origine des importations sont la Chine (17,4 %), les Émirats arabes unis (10,9 %) et l'Inde (8,2 %). La France est le 5^e partenaire de Maurice à l'export (8,2 %) et à l'import (5,9 %).

UGANDA

Les transferts de fonds atteignent 3,8 % du PIB en 2025

Selon la Banque centrale d'Ouganda, les envois de fonds à destination de l'Ouganda s'élèvent à 16 M de transactions, pour un montant moyen de 152 USD. D'un total de 2,5 MD USD, plus de 93 % de ces transferts sont inférieurs à 500 USD et donc destinés à couvrir des dépenses de la vie courante. Ils proviennent principalement des États-Unis (28 %), du

BREVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Moyen-Orient (Arabie Saoudite et Émirats arabes unis) ainsi que du Royaume-Uni et du Canada. Ces flux sont largement numérisés (73 %, dont 61 % via des services de *mobile money*). Les envois de fonds représentent ainsi 3,8 % du PIB ougandais en 2025. Les flux sortants demeurent limités et représentent seulement 402 M USD. Ces remises contribuent à renforcer la balance des paiements, à alimenter les réserves de change et à dynamiser la consommation des ménages du pays.

La Banque mondiale finance à hauteur de 540 M USD le développement urbain

La ministre des Terres, du Logement et du Développement urbain, Judith Nabakooba, a annoncé le 7 avril le lancement de la seconde phase du programme UCMID (Uganda Cities and Municipalities Infrastructure Development). Financé par la Banque mondiale à hauteur de 540 M USD (dont 460 M de prêts et 80 M USD en dons), UCMID II vise trois axes : renforcer la capacité et la performance institutionnelle des gouvernements locaux et nationaux, accroître l'accès aux infrastructures urbaines durables et à l'emploi et améliorer les conditions de vie et les opportunités économiques des réfugiés. Il couvrira 49 gouvernements locaux (10 villes régionales, 26 municipalités et 13 zones d'accueil de réfugiés), soit 5,6 millions de bénéficiaires. Ce programme s'inscrit dans la continuité du premier volet (2019-2024), qui a notamment permis la construction de 208,4 km de routes, 11 555 lampadaires solaires, et affiche un taux de satisfaction de 89,5 % pour les bénéficiaires.

RWANDA

La hausse de la demande de carburant met sous tension l'approvisionnement

La demande quotidienne de carburant a fortement augmenté début avril, atteignant environ 3,1 millions de litres contre 2 à 2,5 millions habituellement. Selon le ministre du Commerce et de l'Industrie, Prudence Sebahizi, cette hausse s'explique par des achats anticipés liés à l'annonce d'une augmentation des prix ainsi que par l'afflux d'automobilistes transfrontaliers attirés par des tarifs plus bas. Cette situation a exercé une pression sur les réserves nationales, dans un contexte où les importations de carburant nécessitent généralement plusieurs semaines pour être acheminées. Pour limiter ces tensions et réduire les flux transfrontaliers de carburant, l'Autorité de régulation des services publics a relevé, le 3 avril 2026, les prix de

l'essence et du diesel d'environ 13 à 14 %, afin de les rapprocher de ceux pratiqués dans les pays voisins.

SOMALIE

Début des forages exploratoires

Le ministre du Pétrole a annoncé, le 6 avril, le lancement des premiers forages pétroliers offshore, en partenariat avec l'entreprise Turkish Petroleum Corporation. Le projet reste à un stade exploratoire, visant à confirmer l'existence et la viabilité de ressources en hydrocarbures, sans garantie de découverte commercialement exploitable.

SOUDAN

Les prix des carburants ont augmenté de près de +50 %

À la suite de la hausse des cours internationaux du pétrole, les prix des carburants ont augmenté de plus de 50 %. Malgré la présence de stocks suffisants de quelques semaines, les sociétés de distribution ont aligné leurs prix sur ceux du marché international. Le Soudan ayant libéralisé les prix de l'essence depuis 2022, les autorités se sont limitées à appeler les distributeurs à réduire leurs marges de bénéfices. Ce développement s'accompagne d'une accélération de la dépréciation de la livre qui s'échange désormais à 3 900 SDG pour 1 dollar, après une relative stabilité relative autour de 3 600 depuis octobre.

SOUDAN DU SUD

Forte pénurie de carburant et hausse des prix

Le Soudan du Sud fait face à une grave pénurie de carburant, accompagnée d'une forte hausse des prix, à la suite de la crise au Moyen-Orient. Entre février et mars, les prix de l'essence ont augmenté de plus de +61 %, entraînant de longues files d'attente devant les stations-service. Mercredi 25 mars, le principal distributeur d'électricité de Juba, JEDCO, a annoncé un plan de rationnement de l'électricité dans plusieurs quartiers de la ville, alors que 96 % de l'électricité du pays est générée à partir de produits pétroliers. Des coupures allant jusqu'à 13 heures y sont observées. Bien que le Soudan du Sud dispose de l'une des plus importantes réserves de pétrole en Afrique de l'Est, il en exporte la majorité sous forme brut. Sa capacité de raffinage, limitée et fluctuante

(entre 3 000 et 10 000 barils/jour), le rend dépendant des importations de produits pétroliers raffinés.

SEYCHELLES

La croissance estimée à +5,1 % en 2025

La Banque centrale des Seychelles (CBS) a publié son rapport annuel pour 2025, dans lequel elle estime la croissance économique à +5,1 %, après +3,4 % en 2024. Le PIB s'établit à 28,5 Md SCR (soit 1,76 Md EUR). Cette croissance est principalement portée par le dynamisme des secteurs du tourisme (+29,2 % de recettes), de la pêche (+2 %) et des technologies de l'information et de la communication (+5 %). Le secteur industriel enregistre également une progression notable (+7,9 %), soutenue par la construction (+8,0 %) et l'industrie manufacturière (+7,7 %), tandis que le secteur agricole se contracte fortement (-10,0 %). Les services (tourisme, télécommunications, finance) demeurent le pilier de l'économie seychelloise, représentant 72 % du PIB en 2025. Pour 2026, la croissance est attendue en net ralentissement (+1,5 %), dans un contexte international incertain, notamment en raison des risques pesant sur le secteur touristique.

TANZANIE

Création d'une coentreprise pour exploiter le graphite à Mererani

La création d'une joint-venture entre Planet One Group, groupe indien dont le siège est basé à Dubaï, et la State Mining Corporation (STAMICO) vise l'établissement de trois concessions de graphite à Mererani (dans la région du Kilimandjaro). Considéré comme un minerai critique, le graphite est un composant clé des batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques et le stockage d'énergies renouvelables. La participation de STAMICO, entité publique sous tutelle du ministère des Mines, permet de garantir une présence directe

de l'État dans le projet, s'inscrivant dans l'objectif national de retenir davantage de valeur de l'exploitation des ressources naturelles du pays. La région de Mererani est un site prometteur, qui se distingue par des gisements de graphite particulièrement pur. Le projet devrait s'appuyer sur des technologies d'exploration avancées : cartographie géologique, études géophysiques... Au-delà de l'extraction, l'accord est présenté comme un levier potentiel pour le développement d'industries en aval — traitement des minéraux et fabrication de matériaux pour batteries — ainsi que pour la création d'emplois et le renforcement des compétences locales.

Des indicateurs économiques bien orientés au 1^{er} trimestre 2026

Malgré la guerre au Moyen-Orient, la Banque centrale (Bank of Tanzania - BoT) a annoncé de bons indicateurs macroéconomiques pour le 1^{er} trimestre 2026. L'inflation est restée maîtrisée à +3,3 %, le PIB a progressé de + 6,2 % sur le continent et de + 6,7 % à Zanzibar, le crédit au secteur privé a bondi de + 22,8 %, et le ratio de prêts non performants est tombé à 2,9 %, bien en dessous du seuil prudentiel de 5 %. Les réserves de change dépassent 6,2 Md USD, couvrant 4,8 mois d'importations. Le déficit commercial a représenté - 2,2 % du PIB entre mars 2025 et mars 2026, supporté par les exports aurifères, agricoles et le tourisme. Au 1^{er} avril 2026, la BoT a maintenu son taux directeur à 5,75 %, en dépit de la forte hausse des prix du pétrole liée au conflit au Moyen-Orient et la hausse de + 33 % des prix à la pompe en l'espace d'un mois. En parallèle, la BoT a resserré son corridor de taux de 200 à 150 points de base à compter d'avril 2026. Adoptant une posture de vigilance, la BoT préfère ainsi renforcer son contrôle des taux interbancaires plutôt que de relever son taux directeur, ce qui pèserait sur la croissance. Les prévisions macroéconomiques pour le 2^{ème} trimestre restent favorables, l'inflation devrait se maintenir dans la fourchette cible de +3,0 à +5,0 % et la croissance devrait atteindre +6,1 % pour la Tanzanie continentale et +6,6 % pour Zanzibar.